

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

BREXIT : SORS DE CE TRAITÉ, ESPRIT EUROPÉEN !

Trois ans et quelques jours après son « discours de Bloomberg », où David Cameron avait exposé son intention de renégocier les termes de l'appartenance de son pays à l'Union européenne et d'en soumettre le maintien à référendum, on connaît le contenu de l'accord négocié en grand secret par le dirigeant britannique et un groupe restreint d'interlocuteurs européens. Ce projet doit maintenant recueillir l'aval des 27 autres Etats membres d'ici le sommet des 18 et 19 février. Voire lors d'un second sommet exceptionnel quelques jours plus tard, si les

partenaires concèdent à Cameron un peu de dramatisation supplémentaire qui lui permettrait de montrer « at home » qu'il a vaincu tout le monde après s'être battu comme un lion. Mais, à quelques détails près, on peut considérer que le texte sur la table sera celui qui sera in fine adopté.

Comme l'avait souhaité Cameron, ce projet d'accord prévoit de nouvelles exceptions aux conditions d'appartenance à l'UE. Elles ont évidemment été formatées pour le Royaume-Uni, mais elles vaudront pour tous les Etats membres qui souhaiteront s'en prévaloir à l'avenir. S'ajoutant aux multiples exceptions existant déjà (les non-appartenances à la zone euro, à Schengen, les différents « opt in » ou « opt out » à diverses politiques communes), ces nouveaux écarts confirment une réalité qu'on préférerait ne pas trop voir en face : l'UE est une ombrelle qui recouvre une Europe déjà à plusieurs vitesses.

Cette fois-ci, un paragraphe mérite qu'on le reproduise in extenso : « *Les références dans les Traités (...) au processus d'une union toujours plus étroite (...) sont principalement un signal indiquant que le dessein de l'Union est de promouvoir la confiance et la com-*

préhension entre des peuples vivant dans des sociétés ouvertes et démocratiques partageant un héritage et des valeurs communes. Elles n'équivalent pas à un objectif d'intégration politique. »

L'UE est une ombrelle qui recouvre une Europe déjà à plusieurs vitesses

On a bien lu. Le texte élaboré par le couple Cameron-Tusk reconnaît que le Royaume-Uni a une autre vision de l'Europe, et ce paragraphe biffe la vision sur laquelle était fondée l'UE. Il signe l'enterrement de celle qu'avaient voulue

et conçue les auteurs du Traité de Rome : une union politique. Plus bas, un passage rappelle que les Traités permettent aux pays qui le souhaitent une intégration plus poussée. Encore heureux, mais la mutation est choquante : les Britanniques ont substitué à l'esprit européen original leur vision étriquée qui devient la règle, tandis que l'intégration devient une « possibilité » !

Admettons un instant qu'il faille faire son deuil - pourtant intolérable pour les partisans de l'intégration européenne - de l'UE des Monnet, Schuman et Spaak. La vraie question restera celle-ci : cette accumulation d'exceptions sert-elle l'intérêt commun, dès le moment où il est inscrit dans les textes que l'objectif ultime n'est plus partagé ?

Si la partie commune de l'UE devient réduite au marché unique - ce fut toujours la vision britannique - et qu'elle n'est plus le lieu où loger la volonté de construire une maison commune, faudra-t-il le faire ailleurs ? Dans la zone euro, où le projet d'accord attribue un droit de regard aux non-membres ? Dans Schengen en si mauvaise posture ? Ailleurs encore ? C'est la nouvelle étape de l'histoire qu'il faut aborder, avec « ceux qui veulent aller plus loin », comme le disait Etienne Davignon dans son appel lancé dans *Le Soir* il y a quelques jours. Mais sans abandonner si facilement l'UE à ceux qui en ont subverti l'esprit.